

l'Administration à réviser sa politique de non-réplique à cette offensive militaire de l'URSS.

Afrique

Les succès tout autant que les échecs les plus évidents de la politique étrangère de Carter ressortent clairement sur la toile de fond de sa politique africaine, laquelle occupe une place étonnamment importante dans les affaires étrangères des États-Unis. Contrairement à son prédécesseur qui ne portait pas grand intérêt à l'Afrique, Carter a décidé de placer les affaires africaines tout au haut de l'échelle de ses priorités. De plus, si l'Administration affichait dans les premiers temps une tendance marquée à aborder les problèmes africains dans la perspective de l'expérience américaine des libertés civiles, elle envisage maintenant la question dans une optique plus globale qui favorise des «solutions africaines aux problèmes africains». Dans cette ligne de pensée, les États-Unis se sont offerts à co-parrainer avec des pays de l'Europe de l'Ouest des négociations visant à régler des conflits régionaux entre nations africaines, notamment au Zimbabwe-Rhodésie, en Namibie et au Zaïre.

Chine

Après des préliminaires dont la lenteur s'expliquait en partie par la nécessité de ne pas provoquer l'ire de l'Union soviétique, l'Administration a engagé prudemment, quoique rapidement, le processus de normalisation de ses relations avec la Chine. La nouvelle a pris tout le monde par surprise, mais les dirigeants américains avaient auparavant veillé à tout préparer dans les coulisses, sur les fondements établis par leurs prédécesseurs. Pour ce qui est de jouer une «carte chinoise» d'une valeur incertaine, Carter s'est contenté d'annoncer la normalisation et de publier avec Deng Xiaoping un communiqué conjoint condamnant l'«hégémonie» en Asie.

Europe

Par contraste avec la politique suivie à l'époque de Kissinger, l'Administration a résolument cherché à conclure avec divers pays européens des alliances politiques et économiques destinées à faciliter la solution de problèmes régionaux et mondiaux. En conformité avec la théorie «architecturale» du trilatéralisme prônée par Brzezinski dans la conduite des affaires étrangères, les dirigeants américains ont fait de l'Europe une des pierres d'angle de leur politique étrangère. Les États-Unis et l'Europe ont entamé des discussions politiques sur diverses questions, en particulier sur la question africaine, ainsi que sur les problèmes économiques mondiaux. L'Administration Carter s'est également employée avec un certain succès à promouvoir le respect des droits de l'homme en Europe de l'Est. Certaines de ses politiques ont cependant irrité ses partenaires européens. Jusqu'à la fin de 1978, les dirigeants américains n'ont rien fait pour

empêcher la position du dollar de se détériorer au point de faire naître l'inquiétude chez leurs alliés. En novembre, le président Carter se décidait enfin à tout mettre en œuvre pour rétablir la situation, mais selon toute vraisemblance, la gestion du dollar tout comme la direction de l'économie américaine en général demeurera un facteur de tension entre les États-Unis et l'Europe. La politique énergétique américaine lui a aussi aliéné la confiance de plusieurs pays, en particulier la France et l'Allemagne. A tout prendre, les relations entre les États-Unis et l'Europe semblent être saines, mais les tensions risquent de s'accroître au fur et à mesure que la situation économique des États-Unis s'aggrave pendant que perdurent les problèmes énergétiques.

Japon

Malgré les déclarations répétées du président Carter selon lesquelles le Japon est la pierre angulaire de sa politique asiatique, et en dépit des importantes concessions faites aux Japonais sur le plan de la sécurité dans le but de prouver la solidité des engagements américains, des tensions n'en continuent pas moins d'exister entre les deux pays sur le plan commercial. Jusqu'à présent, les dirigeants américains ont réussi à isoler les questions de sécurité de la controverse commerciale. Cependant, l'ampleur croissante du problème des échanges risque de faire déborder les tensions dans d'autres secteurs. L'Administration consacre beaucoup d'efforts à la solution des problèmes commerciaux et elle a récemment conclu plusieurs ententes à cette fin, mais la complexité de la situation de part et d'autre ne laisse pas beaucoup de jeu. Les facteurs internes, en effet, influent sensiblement sur la position du Japon aussi bien que sur celle des États-Unis. L'Administration se doit donc d'informer la population que les négociations commerciales ne sauraient progresser rapidement, et parallèlement, il lui faut démontrer que les accords de sécurité revêtent à ses yeux un intérêt capital.

Amérique latine

C'est le dossier de l'Amérique latine qui illustre le plus clairement l'écart entre les déclarations et les réalisations. Au début de son mandat, l'Administration Carter mettait les bouchées doubles pour améliorer du tout au tout les relations des États-Unis avec les pays latino-américains, trop longtemps négligés. Le nombre record des allocutions de Carter sur le sujet, les multiples visites effectuées dans cette région du monde par des collaborateurs du président, et nombre d'autres gestes symboliques témoignent de l'importance accordée initialement à l'Amérique latine. Et pourtant, en 1978 il était devenu clair que la politique latino-américaine de Carter était nettement limitée. Sa politique des droits de l'homme était minée par l'appui qu'il accordait au régime Somoza. Si Carter avait d'abord cru que le grand nombre de